



Syndicat des Cinémas d'ART
de Répertoire et d'ESSAI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MARDI 29 AVRIL 2014

Compte-rendu

Etaient présents :

Mesdames

- Christine Beauchemin-Flot
- Claudine Cornillat
- Aline Rolland

Messieurs

- Michel Humbert
- Martin Bidou
- Jacques Fretel
- Bernard Lafon
- Ken Legargeant
- Stéphane Libs

Représentés :

Messieurs

- Denis Blum (pouvoir à Stéphane Libs)
- Pascal Robin (pouvoir à Christine Beauchemin-Flot)

Excusé :

Monsieur Jacques Daumas

Y assistaient : Madame Béatrice Boursier, Monsieur Gérard Fèvre

1 - Compte-rendu du conseil fédéral de la FNCF du 10 avril 2014

Michel Humbert résume le Conseil fédéral de la FNCF du 10 avril 2014 :

- 1.1. Accord signé avec 3 syndicats sur le projet d'avenant aux contrats de travail à temps partiel pour compléments d'heure : des compléments d'heures peuvent être mis en place 5 fois maximum par année civile par agent, à un taux horaire non majoré. Chaque avenant ne peut excéder 3 semaines consécutives dans la limite de 12 semaines par an.

1.2. Baromètre, bilan du Printemps du cinéma et opération « 4 euros = - de 14 ans ».

- Baromètre : Hausse des entrées des 3 premiers mois de l'année (+ 200 millions en année glissante), grâce à un bon mois de mars à 20,1 millions d'entrées.

- Printemps du cinéma : plus de 2,6 millions de spectateurs

- Opération « 4 euros = - de 14 ans » : la FNCF se félicite des chiffres globalement positifs pour l'opération (cf statistiques du CNC et Médiamétrie)

Michel Humbert souligne que ces résultats ne reflètent pas forcément la réalité de chaque établissement, et notamment celle des salles Art & Essai.

De plus, ils peuvent être la conséquence de la bonne fréquentation de certains films pour enfants comme *Minuscule* ou *La Reine des Neiges*.

Il est difficile de savoir si les faibles résultats des films pour enfants qui ont été programmés dans les salles Art & Essai, sont dus à l'opération qui a engendré un report d'entrées vers les multiplexes ou à leur moindre attractivité (Capelito, Tante Hilda, Loulou ...), comme le souligne Jacques Fretel.

Il est constaté une perte d'identité des salles A&E sur leur travail en faveur du jeune public et leur politique tarifaire.

Stéphane Libs propose l'échéance de fin juin pour recueillir des informations basées sur des chiffres.

Martin Bidou propose qu'un baromètre de la fréquentation des salles Art & Essai soit établi.

Bernard Lafon souligne que la FNCF a un panel Art & Essai dans son baromètre.

Il est proposé de créer un groupe de travail « statistiques » qui étudiera l'élaboration d'un tel baromètre, qui puisse fournir des indications plus détaillées sur la fréquentation Art & Essai et les résultats de l'opération 4 euros notamment (sur des établissements A&E généralistes, en situation de concurrence ...)

Christine Beauchemin-Flot et Martin Bidou se proposent pour faire partie du groupe de travail.

Des renseignements seront pris auprès de la FNCF sur leur baromètre et un rendez-vous devra être fixé avec Benoît Danard, directeur des statistiques du CNC.

1.3 Assises du cinéma

La FNCF participe à plusieurs réunions de travail mises en place par le CNC suite au rapport Bonnell. Elles réunissent un grand nombre d'organisations syndicales.

La question d'une obligation de programmation de deux semaines minimum en plein programme y est débattue, souhaitée par la SRF ou la FNDF notamment et rejetée par les exploitants, l'Acid, le SDI et finalement par DIRE, avec l'argument que cela accentuerait les embouteillages de films.

1.4 Groupes Exploitants / Distributeurs et jeunes exploitants

Des groupes ont été récemment créés à la FNCF. Ils se sont réunis 4 fois depuis leur création.

Le groupe exploitants/ distributeurs est présidé par Youen Bernard côté exploitation. Les échanges portent essentiellement sur des questions techniques.

Les travaux du groupe jeunes exploitants ont été rapportés par Flore Tournois, du Star à Strasbourg.

Le groupe réunit des exploitants de toutes fonctions et de tous types d'exploitation.

Les questions et idées soulevées sont diverses, avec notamment celle de la reprise d'exploitations. Par exemple, un rendez-vous avec l'Ifcic a été pris pour faire connaître l'organisme aux jeunes générations d'exploitants.

2 – Rapport Lagauche

On ne peut que se féliciter du rapport de Serge Lagauche avec la proposition de sortir les CDEC du code du commerce pour les ramener dans le code du cinéma.

Les propositions 9 et 10, concernant les engagements de programmation sont à suivre, notamment dans le cas de l'implantation d'un établissement dans une zone où est déjà établie une salle Art & Essai. (cf les problèmes subis par Pascal Robin à Châtelleraut par l'arrivée d'un concurrent).

Comment faire en sorte que la salle Art & Essai, qui ne peut pas exposer tous les films Art & Essai, puisse conserver la priorité dans l'obtention de copies ?

Par ailleurs, les promesses de programmation des enseignes sollicitant une autorisation ne doivent pas faire concurrence aux établissements Art & Essai et ne doivent pas non plus se résumer à des promesses de non concurrence de programmation pour l'obtention de l'autorisation, non tenues une fois celle-ci obtenue.

Michel Humbert souligne qu'il est impossible d'interdire à une entreprise de programmer ce qu'elle souhaite.

Les administrateurs souhaitent envoyer un communiqué de presse qui exprimera l'opinion favorable du SCARE sur le rapport et qui soulignera les points 8, 9 et 19 afin qu'ils soient affinés et réellement suivis d'effets.

3 – Identité, Rôle et Missions du SCARE

3.1 – Représentation du SCARE dans les commissions

Un tableau des commissions, en particulier du CNC est présenté, avec leurs membres et leurs professions. Il serait important que les administrateurs du Scare, membres de commissions siégeant au titre de la FNCF soient remplacés lors de leur départ par d'autres administrateurs du Scare (notamment pour les commissions d'éducation à l'image).

Le collège de recommandation Art & Essai devrait également comprendre des membres du Scare.

Il est souhaitable de connaître le calendrier de renouvellement des commissions afin de pouvoir faire des propositions au moment opportun.

3.2 – Constitution de groupes de travail

Les thèmes suivants sont proposés :

Dossiers « politiques » fonds de soutien, cartes illimitées, rapport Bonnell ...

Education à l'image

Formation - Transmission

Relations distributeurs / Programmation / Accès aux copies / Statistiques

Événements / Services

Numérique et après-vpf

Exploitation (coûts, accessibilité handicapés, technique ...)

Le groupe statistiques / baromètre se constitue avec Martin Bidou et Christine Beauchemin-Flot qui se portent volontaires.

Il est suggéré d'attendre la composition du prochain Conseil d'Administration à la suite de l'Assemblée Générale du 14 mai pour constituer les autres groupes.

Il est décidé d'ouvrir les groupes aux adhérents non membres du CA qui souhaiteraient s'impliquer.

Concernant l'éducation à l'image, Bernard Lafon fait part de ses inquiétudes sur le maintien des dispositifs. Le projet de réforme territoriale, avec la disparition des départements et un nombre de régions restreint, peut causer la suppression des dispositifs. La réforme des rythmes scolaires représente également un obstacle.

La journée nationale Collège au cinéma du 6 juin a été annulée.

3.3 – Présentation site internet et suggestions

Le site est en ligne à l'adresse www.scare.fr

Des modifications ont été demandées sur cette version 1. Elles sont en cours de développement.

Les remarques ou demandes de modification sur l'architecture sont demandées aux administrateurs.

Deux planches de logos, issues d'une compétition non rémunérée entre deux graphistes sont présentées. Il est convenu que les planches soient renvoyées à chacun par mail pour avis.

4 - Préparation Assemblée Générale Cannes

2.1 - Rapport moral

Il est lu par Michel Humbert. Les remarques et demandes de corrections des administrateurs y sont intégrées.

2.2 - Rapport financier

Le rapport est présenté. Il est spécifié que les dépenses de 2014 seront supérieures en raison d'une augmentation de la masse salariale et de nouvelles actions mises en œuvre.

5 – Questions diverses

Il est rappelé l'organisation des 1ères journées SDI du 19 au 21 juin au Méliès de Saint-Etienne, avec la présentation de 9 films par leurs distributeurs et l'organisation d'un débat.